



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 26 février 2026

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
202^e année
26 février 2026
n° 8 / 8117^e
pages 337 à 384



ÉDITORIAL

337 Fin de partie pour la contribution pour la justice économique ?, *Maxime Barba*

ACTUALITÉS

- 340 Bail commercial (congé) : refus de renouvellement avec offre d'indemnité d'éviction
- 340 Fonds de commerce (cession) : droits de propriété sur les marques
- 341 Pacte d'associés : promesses croisées de vente et d'achat
- 342 Assurance (fausse déclaration) : sanction par la déchéance de garantie
- 342 Bail rural (reprise) : clause de reprise sexennale
- 343 Témoin (audition irrégulière) : qualité à agir de l'employeur
- 343 Cour d'assises (composition) : crime en bande organisée
- 344 Mise à disposition de salarié : portée en cas d'expatriation
- 345 Juriste d'entreprise (confidentialité) : validation de la loi par le Conseil constitutionnel

POINT DE VUE

346 Vers l'abîme, *Xavier Baki-Mignot*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 356 **Panorama** : Propriété littéraire et artistique, *Alexandra Bensamoun, Sarah Dormont, Julie Groffe-Charrier, Jean Lapousterle, Pierre Sirinelli et Patrick Tafforeau*
- 371 **Notes** : Feu le droit de correction éducative, note sous *Crim. 14 janv. 2026, Damien Roets*
- 376 Droit des passagers aériens : coup de foudre en Roumanie !, note sous *CJUE 16 oct. 2025, Pascal Dupont et Ghislain Poissonnier*

ENTRETIEN

384 Hélène Aubry – Les apports des textes du 5 janvier 2026 sur la commercialisation à distance de services financiers



Lefebvre Dalloz

Recueil Dalloz

PRÉSIDENTE ET PRINCIPALE ASSOCIÉE,
LEFEBVRE SARRUT
10 place des Vosges – 92400 Courbevoie
542 052 451 RCS Nanterre
recueil@dalloz.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
JULIEN TANGUY,
représentant permanent de Lefebvre Sarrut
DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE DELESALLE SORDET
DIRECTRICE
DE LA RÉDACTION CIVIL, PÉNAL ET IMMOBILIER,
CORINNE GENDRAUD

CONSEIL SCIENTIFIQUE
ALAIN BENABENT, NICOLAS DUBAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉZALE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE
PASCAL DEUNGER

RÉDACTION

DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD

RÉDACTION

Maiïe HARSOUËT DE KERAVAL

CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZE-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directrice de la Production éditoriale :

Anne-Laure CHAUMEIL MENNESSIEZ

Directeur artistique : Patrick VERDON

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1234,20 € TTC

Etranger : 1304,64 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Février 2026

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges – 92400 Courbevoie

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié

dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Maxime Barba

337

Fin de partie pour la contribution
pour la justice économique ?



ACTUALITÉS

340

DROIT DES AFFAIRES

Fonds de commerce et commerçants

Bail commercial (congé) : refus

de renouvellement avec offre d'indemnité

d'éviction, *Civ. 3^e*, 12 févr. 2026

Fonds de commerce (cession) :

droits de propriété sur les marques,

Com. 18 févr. 2026

Indemnité d'éviction (paiement) :

interruption de la prescription biennale,

Civ. 3^e, 12 févr. 2026

Société et marché financier

Pacte d'associés : promesses croisées

de vente et d'achat, *Com.* 11 févr. 2026

342

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Assurance (fausse déclaration) : sanction par

la déchéance de garantie, *Civ. 2^e*, 12 févr. 2026

342

DROIT IMMOBILIER

Bail

Bail rural (reprise) : clause de reprise

sexennale, *Civ. 3^e*, 12 févr. 2026

343

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Procédure pénale

Témoin (audition irrégulière) : qualité

à agir de l'employeur, *Crim.* 17 févr. 2026

Cour d'assises (composition) : crime

en bande organisée, *Crim.* 18 févr. 2026

Confiscation (loi du 24 juin 2024) :

pas d'obligation de motiver,

Crim. 18 févr. 2026

344

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Mise à disposition de salarié : portée

en cas d'expatriation, *Soc.* 18 févr. 2026

VRP (contrat) : prescription de l'action

en requalification, *Soc.* 18 févr. 2026

345

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Profession juridique et judiciaire

Juriste d'entreprise (confidentialité) :

validation de la loi par le Conseil

constitutionnel, *Cons. const.* 18 févr. 2026



POINT DE VUE

346

Vers l'abîme
par Xavier Baki-Mignot



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

348

Fallait-il – encore ! – réformer
la prise illégale d'intérêts ?
par Marthe Bouchet

PANORAMA

356

Propriété littéraire et artistique
janvier 2025 – décembre 2025
par Alexandra Bensamoun, Sarah Dormont,
Julie Groffe-Chamier, Jean Lapousterle,
Pierre Sirinelli et Patrick Tafforeau

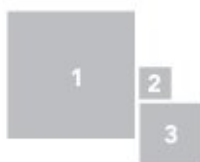
NOTES

371

Feu le droit de correction éducative,
note sous *Crim.* 14 janv. 2026
par Damien Roets

376

Droit des passagers aériens : coup de foudre
en Roumanie !, note sous *CJUE* 16 oct. 2025
par Pascal Dupont et Ghislain Poissonnier



ENTRETIEN

384

Hélène Aubry – Les apports des textes du 5 janvier 2026 sur la commercialisation à distance de services financiers

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise. Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non. Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :
40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :
9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence :
20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :
5 500 signes (références entre parenthèses).

À la une

L'évolution du droit régissant le « découvert autorisé »

étude par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

L'ordonnance n° 2025-880 du 3 septembre 2025 modifie notamment le droit régissant le découvert autorisé. Une évolution qui a attiré l'attention des médias et du pouvoir politique, et sur laquelle beaucoup de choses inexactes ont été dites.



© Sylvie Thenard_AdobeStock

Actualité

Droit des mineurs : la feuille de route de la Chancellerie

focus

« La collaboration doit demeurer un modèle désirable »

entretien avec Michael AMAS-FORCIOLI, Justine CONTE et Camille MANYA

Technique

Skynet ne contrôlera pas nos principes fondamentaux

étude par Benjamin PITCHO

Jurisprudence

Distinction entre clause pénale et clause dédit, et qualification d'un joueur de football salarié en tant que consommateur

note par Maxime PÉRON
sous Cass. 2^e civ., 18 déc. 2025

Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL
ET PROCÉDURE PÉNALE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Emmanuel DREYER

Professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

• François FOURMENT

Professeur à l'université de Tours

AVEC LA PARTICIPATION DE

Stéphane DETRAZ, Stéphane RAPIN et Théo SCHERER



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense

92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2026

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 662,63 € TTC

Recueils + table seuls : 642,21 € TTC

Journal, recueil + table : 893,38 €

Abonnement feuiltable numérique : 274,65 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 739 €

Journal, recueil + table : 979 €

Abonnement feuiltable numérique : 269 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 748 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Cette revue ne peut être reproduite, même partiellement, sauf exceptions prévues par la loi, ni utilisée à des fins d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.

La fouille de textes et de données est interdite conformément à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant unique permettant de retrouver directement l'article via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL487g4 ■ Droit des mineurs : la feuille de route de la Chancellerie 3

GPL487b4 ■ Connecter e-barreau à Portalis, un défi pour la profession d'avocat 5

GPL487n3 ■ « La collaboration doit demeurer un modèle désirable » entretien avec Michael AMAS-FORCIOLI, Justine CONTE et Camille MANYA 6

Technique

GPL487g2 ■ Skynet ne contrôlera pas nos principes fondamentaux étude par Benjamin PITCHO 10

Doctrine

GPL486i2 ■ L'évolution du droit régissant le « découvert autorisé » étude par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE 12

Jurisprudence

GPL486q4 ■ Distinction entre clause pénale et clause dédit, et qualification d'un joueur de football salarié en tant que consommateur note par Maxime PÉRON sous Cass. 2^e civ., 18 déc. 2025 16

GPL487o0 ■ Vol retardé : quand la gestion du trafic aérien cloue l'indemnité au sol note par Pascal DUPONT et Ghislain POISSONNIER sous Trib. UE, 21 janv. 2026 20

GPL486y0 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD 24

GPL486h5 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 28

GPL486m7 ■ Chronique de jurisprudence de droit de la presse par François FOURMENT et Philippe PIOT

en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://text.so/GPL486m7>



GPL486m8 ■ Chronique de jurisprudence de droit de la consommation par Stéphane PIÉDELIVRE en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://text.so/GPL486m8>



GPL486m9 ■ Panorama de jurisprudence de la cour d'appel de Paris sous la coordination scientifique de Cécile CHAINAIS et Sylvain JOBERT

en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://text.so/GPL486m9>



Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

31

Sous la responsabilité scientifique de

Emmanuel DREYER et François FOURMENT

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 8 du 23 février 2026

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

Du sport et rien d'autre !

N° 239 - Par Wanda MASTOR

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | MAGISTRATS

Des mots et des juges

N° 240 - Par Vincent VIGNEAU

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

Nouvelles dispositions concernant l'injonction de payer et les procédures mises en oeuvre par les commissaires de justice

N° 241

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

Arbitrage religieux et choix de loi : la Cour de cassation rappelle la primauté du droit étatique

N° 242

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL (EN MATIÈRE CIVILE)

Irrecevabilité de demandes fondées tardivement sur la base d'une décision de la CJUE clarifiant la notion de temps de travail effectif

N° 243

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL (EN MATIÈRE CIVILE)

Irrecevabilité de demandes fondées tardivement sur la base d'une décision de la Cour de cassation permettant d'acquérir des CP en cas d'absence pour maladie non professionnelle

N° 244

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RÉGIMES MATRIMONIAUX

Contribution aux charges du mariage des époux séparés de biens : quid de l'apport en industrie sur un bien propre affecté à l'usage familial ?

N° 245

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 12 au 18 février 2026

N° 246

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 2 au 8 février 2026

N° 247

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | AIDE JURIDICTIONNELLE

Aide juridictionnelle et désignations successives d'avocats : la redéfinition du point de départ du délai d'appel

N° 248 - Par Cécile CASEAU-ROCHE

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Audition d'un salarié en qualité de témoin : absence de qualité à agir de l'employeur

N° 249

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 19 janvier au 1er février 2026

N° 250

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

La souveraineté des États à l'épreuve des dispositifs techniques transfrontaliers

N° 251 - Par Hélène CHRISTODOULOU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS COMMERCIALES

Modernisation des modalités de communication avec leurs actionnaires de certaines sociétés commerciales

N° 252

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS

Nullités des décisions sociales... un nouvel arrêt Larzul !

N° 253

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS

Pacte d'associés et condition potestative : précisions

N° 254

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Conditions de remboursement d'une opération de paiement non autorisée

N° 255

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Condition de validité d'un chèque en cas d'absence de datation lors de sa création par le tireur

N° 256

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Opposition à chèque : le juge des référés peut retenir un motif non initialement invoqué

N° 257

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISES

Obligation de calcul et de publication de l'index égalité femmes-hommes

N° 258

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 12 au 18 février 2026

N° 259

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 2 au 8 février 2026

N° 260

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | RESPONSABILITÉ CIVILE DU BANQUIER

Précisions sur l'anomalie apparente en matière d'investissements atypiques

N° 261 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Reclassement économique : le contrôle effectif par une personne physique peut caractériser l'existence d'un groupe

N° 262

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 2 au 8 février 2026

N° 263

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ENVIRONNEMENT

Qualification de projet d'intérêt national majeur : un contrôle normal du juge de l'excès de pouvoir

N° 264 - Par Vivien BEAUJARD

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSTRUCTION-URBANISME

Lotissement : il peut être constitué même si le transfert de propriété est assorti d'une condition suspensive d'obtention de permis de construire

N° 265 - Par Paul GASNIER

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COMMANDE PUBLIQUE

Lancement du Conseil national de la commande publique

N° 266

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Lancement de doctorat.gouv.fr, la plateforme nationale du doctorat

N° 267

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 12 au 18 février 2026

N° 268

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Légalité du décret publiant l'accord sur les traversées périlleuses de la Manche

N° 269 - Par Marie-Christine ROUAULT

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | CONTRAT DE TRAVAIL

La rupture de la période d'essai motivée par une réclamation du salarié relative au paiement de ses heures supplémentaires est abusive !

N° 270 - Par Frédéric GRÉGOIRE

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Une même famille, celle des professionnels du droit

N° 271 - Par Geoffray BRUNAUX

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | GESTATION POUR AUTRUI

Une question, diverses possibilités : l'interdit de la GPA dans les mains de l'assemblée

plénière

N° 272 - Par Louis D'AVOUT

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | RESPONSABILITÉ CIVILE

Responsabilité civile

N° 273 - Par Cyril BLOCH et Jonas KNETSCH

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Data center, un animal fiscal

N° 274 - Par Christine DARIC

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

Guide des modes amiables de résolution de différends 2026-2027

N° 275

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

Magistrats coordonnateurs de l'amiable et conciliateurs de justice

N° 276

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | NOTAIRES

Démission d'office d'un notaire en raison de son état physique ou mental

N° 277

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MINEURS

Justice des mineurs : circulaire de politique pénale et éducative

N° 278

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COMMISSAIRES DE JUSTICE

Procédures civiles d'exécution : réforme de la procédure d'injonction de payer et autres dispositions

N° 279

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COUR DE CASSATION

L'équipe autour du juge : rencontre du premier président avec les attachés de justice

N° 280

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Vers une approche commune de l'IA dans le secteur judiciaire européen

N° 281

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 9 du 26 février 2026

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



PROFESSION

3 QUESTIONS - 125 ans de l'entrée des femmes dans la profession d'avocat

N° 189 - Par Clémence AMARA BETTATI

[Consulter le PDF](#)

ARBITRAGE INTERNATIONAL

Rapport 2025 de Reed Smith sur l'arbitrage international. Une analyse multijuridictionnelle des contestations de sentences

N° 190

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Guide des modes amiables de résolution des différends

N° 191

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Cahiers de droit de l'entreprise

N° 192

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Hausse du nombre de dossiers de surendettement

N° 193

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | COMMERCE INTERNATIONAL

La géopolitique des contentieux, un enjeu stratégique pour les entreprises

N° 194 - Par Stéphanie SMATT PINELLI , Eléonore CAROIT , Robert SPANO ,
Philippe VARIN , François ZIMERAY et Patrick SAYER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ARTISANAT

Métiers et artisanat : actualisation des activités en cohérence avec la NAF 2025

N° 195

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Lutte contre les retards de paiement et les défaillances d'entreprises

N° 196

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | FONDS DE COMMERCE

Proposition de loi visant à garantir l'effectivité du droit de préemption commercial

N° 197

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | FONDS DE COMMERCE

Cession de fonds de commerce et marque : absence de transfert automatique du contrat de distribution sélective et, en cas d'indivisibilité, de la licence

N° 198

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE CIVILE D'EXÉCUTION

Réforme de la procédure d'injonction de payer et autres dispositions facilitant la mise en oeuvre des procédures civiles d'exécution par les commissaires de justice

N° 199

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROFESSION

Confidentialité des consultations des juristes d'entreprise : validation par le Conseil constitutionnel assortie de deux réserves d'interprétation

N° 200

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Crédit à la consommation : publication d'un décret d'application des ordonnances

N° 201

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

Inopposabilité à l'employeur de la décision de prise en charge et moyens soulevés devant la CRA

N° 202

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

Inopposabilité à l'employeur de la décision de prise en charge et questionnaire médical

N° 203

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Convention de mise à disposition dans un contexte international

N° 204

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Travail temporaire et clause d'aménagement du terme

N° 205

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Groupement d'employeurs et travail temporaire

N° 206

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Action en requalification du contrat de travail de VRP

N° 207

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | NÉGOCIATION COLLECTIVE

Réduction de cotisations Fillon : défaut d'engagement d'une négociation annuelle

N° 208

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | ENREGISTREMENT

Pacte Dutreil : date d'appréciation du caractère opérationnel de la société dont les titres sont transmis

N° 209

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

La loi de finances pour 2026 est publiée

N° 210

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ ANONYME

AG annuelle 2026

N° 1073 - Par Marie SUPIOT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

L'American Depositary Receipts (ADR) n'ouvre pas droit aux DPS nés des actions sous-jacentes

N° 1074 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Responsabilité des hébergeurs et indemnisation, un régime à préciser !

N° 1075 - Par Émilie DUMUR

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

NUMÉRIQUE - Responsabilité de l'hébergeur - Publicités illicites - Contrefaçon de marque - Mesures préventives

N° 1076

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

NUMÉRIQUE - Protection du consommateur - Contrat de location de site web - Droit de rétractation

N° 1077

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Fraude au président : précisions sur l'anomalie apparente et sur l'obligation de vérification du banquier

N° 1078 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

BANQUE - Responsabilité du banquier - Opération de paiement - Absence d'anomalie apparente

N° 1079

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

BANQUE - Responsabilité du banquier - Opération de paiement - Responsabilité partagée avec le client

N° 1080

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | INAPTITUDE

Opposabilité d'un avis d'inaptitude délivré pendant un arrêt maladie

N° 1081 - Par Cécile TERRENOIRE

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | LOI DE FINANCES

Loi de finances pour 2026 : quelles nouveautés pour les entreprises ?

N° 1082 - Par Anne-Gaël HAMONIC-GAUX

[Consulter le PDF](#)

L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

L'obligation de délivrance du bailleur persiste pendant tout le bail

Cass. 3^e civ. 4-12-2025 n° 23-23.357 FS-B : Décisions 133

Tant que le manquement du bailleur à l'obligation de délivrance persiste, le locataire peut exercer l'action en exécution forcée de ses obligations par le bailleur.

Le cautionnement donné au sous-traitant ne peut s'éteindre avant l'exigibilité de ses créances

Cass. 3^e civ. 27-11-2025 n° 23-19.800 FS-B : Décisions 139

Est irrégulière et doit être écartée la clause qui limite la durée du cautionnement consenti au sous-traitant à une date antérieure à l'exigibilité contractuelle du paiement des travaux effectués par celui-ci.

Recours contre une injonction de déclarer des bénéficiaires effectifs

Cass. com. 17-12-2025 n° 24-22.646 F-B : Décisions 143

L'ordonnance du président du tribunal de commerce enjoignant à une société de déclarer ses bénéficiaires effectifs n'est pas susceptible de recours, sauf excès de pouvoir, un simple mal-jugé, résultant d'une erreur de droit ou de fait, n'en constituant pas un.

Cession d'actions résolue judiciairement : rétablissement du cédant

Cass. com. 17-12-2025 n° 24-12.019 F-B : Décisions 148

En application de l'article 1229 du Code civil, la résolution judiciaire d'une cession d'actions prend effet au jour de l'assignation, le cédant étant rétabli dans ses droits d'actionnaire à cette date, indépendamment de la réinscription des actions dans les livres sociaux.

La Cour de cassation définit la notion de contrôle de fait dans l'affaire Vivendi

Cass. com. 28-11-2025 n° 25-14.362 FS-B : Décisions 149

Contrôle en fait une société l'actionnaire qui impose sa volonté lors des assemblées générales pendant une durée significative soit en détenant plus de la moitié des droits de vote exercés, soit en déterminant par les seuls droits de vote dont il dispose le sens du vote des assemblées.

Nullité d'un prêt : restitutions et indemnisation de l'emprunteur

Cass. 1^e civ. 5-11-2025 n° 24-20.513 FS-BR : Décisions 162 et avis p. 7

Après annulation d'un prêt, le juge civil qui fixe les restitutions dues par la banque doit déduire de celles-ci la somme allouée par le juge pénal au titre du préjudice financier de l'emprunteur si elle a aussi un effet restitutoire.

Montant des anciens cautionnements pris en compte pour apprécier la proportionnalité du cautionnement

Cass. com. 26-11-2025 n° 24-17.990 F-B : Décisions 168

La disproportion du cautionnement s'apprécie au regard de l'endettement de la caution résultant d'anciens cautionnements, dont le montant s'entend des sommes restant dues au titre des obligations garanties à la date de la souscription de la nouvelle garantie.

Enquêtes de concurrence « simples » : un aveu n'est pas une preuve recevable

Cass. com. 7-1-2026 n° 23-20.219 FS-B : Décisions 169

Dans le cadre d'enquêtes simples, les agents de la DGCCRF sont habilités à obtenir la remise volontaire d'informations et non un aveu. Celui-ci est une preuve irrecevable dès lors qu'il fait grief à la personne mise en cause.

Caractère abusif de la clause de frais de scolarité prévoyant un règlement intégral

Cass. 1^e civ. 26-11-2025 n° 24-14.269 F-B : Décisions 170

La clause d'un contrat d'enseignement qui prévoit le paiement intégral des frais de scolarité pour toute l'année scolaire peut être jugée abusive même si elle réserve la possibilité de résiliation anticipée en cas de force majeure ou de motif légitime et impérieux.

[Accéder à tous les numéros de la revue](#)

[Numéro précédent](#)

Rechercher dans ce numéro de re

N° 2 - 26 févr. 2026 | [Revue Pratique Droit des Affaires](#)



Revue Pratique Droit des Affaires - N° 2 - 26 févr. 2026

Actualités

CONTRATS D'AFFAIRES

Cession de fonds, contrats et indivisibilité

Par Frédéric Buy

Promesse de vente d'actions, adhésion et condition potestative

Par Frédéric Buy

L'affaire LFP/beIN/Canal+, ou la question des contrats non rentables

Par Frédéric Buy

CONCURRENCE

La Charte des droits fondamentaux est applicable aux enquêtes lourdes de l'article L. 450-4 du Code de commerce

Par Rafael Amaro

Applicabilité des règles de preuve de la directive Dommages aux procédures préalables au procès au fond

Par Rafael Amaro

La chambre criminelle confirme sa jurisprudence relative au secret professionnel de l'avocat et s'en explique

Par Rafael Amaro

BIENS DE L'ENTREPRISE

Justification des charges : communiquer n'est pas tenir à disposition !

Par Clément Fabre

Référé-contrefaçon : généralisation intermédiaire, activité inventive et mesures provisoires

Par Diogo Costa Cunha

Justification des charges : la réalité des charges prime sur le respect des délais !

Par Clément Fabre

Prescription biennale de l'indemnité d'éviction : le temps procédural ne se négocie pas

Par Nadège Jullian

Loi PACTE et imprescriptibilité des actions en nullité de droit de marque

Par Yann Basire

RSE / COMPLIANCE / VIGILANCE

Le legal privilege des juristes d'entreprise est conforme à la Constitution

Par Antoine Oumedjkane

Sanction d'un PSI et de son dirigeant pour manquements à des obligations de compliance

Par Cécile Granier

CRÉDIT ET FINANCEMENT

Évolution du droit de la commercialisation des services financiers à distance

Par Nicolas Ida

Première adaptation du droit national au déploiement de la plateforme ESAP

Par Brune-Laure Dugourd

Sociétés

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

ÉCLAIRAGE

La Cour de cassation s'explique sur le contrôle de fait → PAGE 4

Hervé LE NABASQUE

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

L'abus de pouvoirs au conseil d'administration : nouvelle pierre
à l'édifice du droit des conflits d'intérêts → PAGE 14

Caroline COUPET

L'inscription en compte, une exigence en recul ? → PAGE 18

Thiphaine SAUPIN et Matthieu BUCHBERGER

CHRONIQUE

Panorama d'actualité du contentieux des sociétés (2025) → PAGE 42

Edmond SCHLUMBERGER, Olivier LOIZON, Rosalie LECHAT et Wonseok OH

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJS20412 • **La Cour de cassation s'explique sur le contrôle de fait** 4
Hervé LE NABASQUE

DROIT COMMUN

- BJS204j7 • **Audition libre du représentant de la société dans le cadre d'une enquête de police** 6
Nicolas BARGUE – Cass. crim., 25 nov. 2025, n° 25-80.319, F-B
- BJS204k2 • **Le mandat apparent est plus fort que l'exigence d'une double signature** 8
Pierre-Louis PÉRIN – Cass. com., 17 déc. 2025, n° 24-11.298, F-D

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

- BJS204k9 • **Loi *Attractivité* : publication du décret concernant les actions à droits de vote multiples et les augmentations de capital réservées** 10
Edmond SCHLUMBERGER – D. n° 2025-1198, 11 déc. 2025, portant application des articles 1^{er} et 9 de la loi n° 2024-537 du 13 juin 2024 visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France : JO, 12 déc. 2025
- BJS204j8 • **L'abus de pouvoirs au conseil d'administration : nouvelle pierre à l'édifice du droit des conflits d'intérêts** 14
Caroline COUPET – Cass. com., 26 nov. 2025, n° 23-23.363, FS-BR
- BJS204k4 • **L'inscription en compte, une exigence en recul ?** 18
Thiphaine SAUPIN et Matthieu BUCHBERGER – Cass. com., 17 déc. 2025, n° 24-12.019, F-B
- BJS204k3 • **Dirigeants : rendez les documents sociaux !** 23
Arnaud REYGROBELLET – Cass. com., 26 nov. 2025, n° 24-18.693, F-D
- BJS204k7 • **Une conception originale du « contrôle conjoint de fait »** 26
Patrick KASPARIAN – CAA Douai, 3^e ch., 7 janv. 2026, n° 25DA01798

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS204j9 • **Du préjudice subi par le cédant de titres sociaux du fait du dirigeant** 32
Jean-Christophe PAGNUCCO – Cass. com., 17 déc. 2025, n° 23-18.998, F-D
- BJS20410 • **Responsabilité et fin de mandat social** 34
Bruno DONDERO – Cass. com., 26 nov. 2025, n° 24-21.022, F-D
- BJS20411 • **Les cogérants et le désistement du désistement** 37
Bruno DONDERO – Cass. com., 10 déc. 2025, n° 24-20.078, F-D

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

BJS204k8 • **Responsabilité pour insuffisance d'actif : retour sur la caractérisation du lien de causalité et de la simple négligence**

40

Olivier MARAUD – Cass. com., 14 janv. 2026, n° 25-10.463, F-D

CHRONIQUE

BJS204k1 • **Panorama d'actualité du contentieux des sociétés (2025)**

42

Edmond SCHLUMBERGER, Olivier LOIZON, Rosalie LECHAT et Wonseok OH

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

Droit des sociétés, n° 3 du 01 mars 2026

Sommaire du numéro

Repère



IMPÔTS DE PRODUCTION

Impôts de production : réaliser des réformes est nécessaire

N° 3 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

Alertes



FOCUS | TRANSACTION

Transaction et responsabilité du commissaire aux comptes

N° 33 - Par Jean-Louis NAVARRO

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | DÉCISIONS SOCIALES

Nullités des décisions sociales... un nouvel arrêt Larzul !

N° 34

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | DÉCISIONS SOCIALES

Les parts de SARL ne peuvent faire l'objet d'un don manuel

N° 35

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | HOLDING

Pacte d'associés et condition potestative

N° 36

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | SAFER

Validation de la publication d'un appel à candidatures de la Safer par simple lien hypertexte

N° 37 - Par Samia MAOUCHE

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | PROCÉDURE COLLECTIVE

Les éléments de la créance non admis à la première procédure collective sont soumis à la procédure de vérification

N° 38

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Exercice du droit de poursuite individuelle du créancier sur le patrimoine personnel de son débiteur entrepreneur individuel

N° 39

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | COMPTES COURANTS D'ASSOCIÉS

Comptes courants d'associés : actualisation du taux d'intérêt plafond déductible sur le plan fiscal

N° 40

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | DURABILITÉ

La BCE impose des astreintes au Crédit Agricole pour n'avoir pas suffisamment identifié les risques liés au climat

N° 41

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | RSE

Middlenext publie ses recommandations RSE 2026

N° 42 - Par Samia MAOUCHE

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | ESRs

L'AEMF soutient les normes européennes simplifiées de reporting de durabilité et suggère des ajustements ciblés

N° 43

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | CLIMAT

Objectif climatique pour 2040 : le Parlement européen valide le texte

N° 44

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | ACTIONNAIRES

Modernisation des modalités de communication avec leurs actionnaires de certaines sociétés commerciales

N° 45

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | LEGAL PRIVILEGE

Confidentialité des consultations des juristes d'entreprise : validation par le Conseil constitutionnel assortie de deux réserves d'interprétation

N° 46

[Consulter le PDF](#)

Entretien



RSE

Les clauses RSE dans les contrats commerciaux

N° 2 - Par Émilie DUMUR et Sarah BECKER

[Consulter le PDF](#)

Chronique



DROIT PATRIMONIAL DES SOCIÉTÉS

Un an de droit patrimonial des sociétés

N° 1 - Par Fabrice COLLARD et Estelle NAUDIN

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | FORMALITÉS

Bénéficiaires effectifs : pas de recours contre l'injonction de déclaration résultant d'une erreur de droit ou de fait

N° 22 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | LOI 3DS

Impact sur les sociétés (formalités et coût) de l'obligation pour les communes de nommer et numéroter toutes les voies et les lieux-dits (loi 3DS)

N° 23 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE

Exclusion d'un membre de GIE ou fin de période d'essai : une qualification décisive

N° 24 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SOCIÉTÉ ANONYME

De la nullité des décisions du conseil d'administration pour abus de pouvoirs

N° 25 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Rapport 2025 de l'AMF sur le gouvernement d'entreprise et la rémunération des dirigeants de sociétés cotées : le processus de succession des dirigeants, entre épreuve de gouvernance et facteur clé de succès

N° 26 - Par Julien GRANOTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | ACTION DE CONCERT

Notion d'action de concert : renvoi de questions préjudicielles à la CJUE

N° 27 - Par Julien GRANOTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | COMPTES ANNUELS (ÉTABLISSEMENT ET PUBLICATION)

Infractions comptables à l'aune du principe d'interprétation stricte de la loi pénale

N° 28 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | BANQUEROUTE

Banqueroute : peine complémentaire d'interdiction de gérer et principe d'interprétation stricte de la loi pénale

N° 29 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | FONDS DE COMMERCE

Prise en compte de la dépréciation du fonds de commerce au plan fiscal

N° 30 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | GROUPE DE SOCIÉTÉS

Aide d'une société française à des filiales étrangères

N° 31 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

RSE ET DROIT DES SOCIÉTÉS | VIGILANCE ET DURABILITÉ

Adoption de la directive Omnibus I modifiant les directives CSRD et CS3D : le cadre européen de la RSE allégé

N° 32 - Par Morgane TIREL

[Consulter le PDF](#)

RSE ET DROIT DES SOCIÉTÉS | OMNIBUS

Calendrier d'application et mise en oeuvre opérationnelle de la directive Omnibus I

N° 33 - Par Morgane TIREL

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

Actualité des procédures collectives, n° 4 du 20 février 2026

Sommaire du numéro

Repère



PLAN DE REDRESSEMENT

Le plan de redressement à l'épreuve des créances contestées

N° 40 - Par Hélène POUJADE

[Consulter le PDF](#)

Alertes



OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

Ouverture d'une procédure collective à l'égard du patrimoine professionnel d'un entrepreneur individuel décédé

N° 41

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | INTERDICTION DES POURSUITES

Périmètre de l'interdiction des poursuites à l'égard d'un entrepreneur individuel

N° 42 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DE CRÉANCE

Effet interruptif de la déclaration de créance au bénéfice du créancier pouvant agir sur la résidence principale hors procédure

N° 43 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTESTATION DE CRÉANCE

Une créance qui n'a pas fait l'objet d'une « discussion » par le mandataire judiciaire doit être traitée comme une créance non contestée

N° 44 - Par Jocelyne VALLANSAN

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | INSTANCES EN COURS

Interruption de l'instance en cours relative à la demande de mise en oeuvre de la garantie financière d'achèvement de l'immeuble

N° 45

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE

Connaissance de la cessation des paiements par le bénéficiaire d'un paiement

N° 46

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | REVENDICATIONS

Revendication et conversion d'un redressement en liquidation judiciaire

N° 47

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE REDRESSEMENT

Le plan de redressement doit prévoir le règlement de toutes les créances déclarées, y compris des créances contestées

N° 48

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RÉALISATION DES ACTIFS

Autorisation de cession de parts indivises de SCEA d'un agriculteur en liquidation judiciaire

N° 49

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Responsabilité pour insuffisance d'actif d'un dirigeant pour manquement à ses obligations fiscales

N° 50

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | PROCÉDURE

Effet extinctif immédiat du désistement dans le contentieux de l'ouverture de la procédure collective : sécurité procédurale contre conflit de gouvernance

N° 51

[Consulter le PDF](#)

Rejet d'une requête en omission à statuer au sujet des patrimoines touchés par la procédure collective convertie

N° 52

[Consulter le PDF](#)

DOCTRINE P. 17

DROIT FISCAL

L'incompréhensible assujettissement au droit de partage du partage testamentaire

par *Michel Grimaldi***ACTUALITÉS** P. 5

ENTREPRISE

Les parts de SARL ne peuvent pas faire l'objet d'un don manuel

IMMOBILIER

Accès des locataires au DPE de leur logement

RURAL

SAFER, rétrocession, et conformité de la publication de l'appel à candidatures par un lien hypertexte

PROFESSIONS

Le notaire doit consulter le BODACC même si le client déclare ne pas relever du droit des procédures collectives

PRATIQUE P. 11

ENTREPRISE

Abus de majorité et abus de pouvoirs : caractérisation et sanctions

par *Mathilde Richevaux***CHRONIQUES** P. 21

ENTREPRISE

Opérations sur fonds de commerce

par *Frédéric Vauvillé*
et *Frédéric Roussel*

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF230g4 ■ Les parts de SARL ne peuvent pas faire l'objet d'un don manuel

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF230f8 ■ Accès des locataires au DPE de leur logement

ENTREPRISE

DEF230f9 ■ Indemnité d'occupation : prise en compte de la taxe foncière comme facteur de diminution de la valeur locative

RURAL

DEF230g1 ■ SAFER, rétrocession, et conformité de la publication de l'appel à candidatures par un lien hypertexte

PROFESSION

DEF230g2 ■ Le notaire doit consulter le BODACC même si le client déclare ne pas relever du droit des procédures collectives

PRATIQUE P. 11

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF229w8 ■ Abus de majorité et abus de pouvoirs : caractérisation et sanctions
par **Mathilde Richevaux**

DOCTRINE P. 17

DEF229s2 ■ L'incompréhensible assujettissement au droit de partage du partage testamentaire
par **Michel Grimaldi**

CHRONIQUES P. 21

DEF230e1 ■ Opérations sur fonds de commerce
par **Frédéric Vauvillé** et **Frédéric Roussel**

VIE PRO P. 28

OFFRES ET DEMANDES P. 33

INDICES P. 36

DOCTRINE P. 23

PERSONNES / FAMILLE

Accueillir la fiducie-libéralité dans le système dévolutif français : regard notarial

par *Véronique Dejean de La Bâtie***ACTUALITÉS** P. 5**DROIT FISCAL**Principales mesures de
la loi de finances pour 2026**IMMOBILIER**Distances minimales entre
les bâtiments agricoles
et les locaux utilisés
par des tiers en zones
de montagne**PROFESSIONS**Partage judiciaire en
Alsace-Moselle : validité
de la représentation
par procuration annexée
au procès-verbal notarié**DOCTRINE** P. 30**IMMOBILIER**La propriété de l'emphytéote
sur sa construction :
temporaire, même vendue
par *Charles Masson***CHRONIQUES** P. 34**PROFESSIONS**Responsabilité et déontologie
notariales
par *Jean-François Sagaut*
et *Adrien Verrecchia*

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF230j6 ■ Principales mesures de la loi de finances pour 2026

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF230j3 ■ Distances minimales entre les bâtiments agricoles et les locaux utilisés par des tiers en zones de montagne

PROFESSION

DEF230j4 ■ Partage judiciaire en Alsace-Moselle : validité de la représentation par procuration annexée au procès-verbal notarié

DOCTRINE P. 23

DEF229v6 ■ Accueillir la fiducie-libéralité dans le système dévolutif français : regard notarial par **Véronique Dejean de La Bâtie**

DEF230a0 ■ La propriété de l'emphytéote sur sa construction : temporaire, même vendue par **Charles Masson**

CHRONIQUES P. 34

DEF230h4 ■ Responsabilité et déontologie notariales par **Jean-François Sagaut** et **Adrien Verrecchia**

VIE PRO P. 40

OFFRES ET DEMANDES P. 45

INDICES P. 48

DOCTRINE

Le potentiel de l'interprétation à la lumière
des articles 1^{er} et 2 de la Charte de l'environnement
en matière de sanctions contractuelles

Cyril Noblot

Projet de décret *RIVAGE* : virage vers le naufrage
de la justice civile ?

Pierre-Claver Kamgaing

JURISPRUDENCE

Antigone en Lusitanie
(Cass. 1^{re} civ., 3 déc. 2025, n° 24-19.602)

Quentin Le Pluard et Maxime Péron

La force obligatoire du contrat d'assurance
face au cessionnaire de créance
(Cass. 2^e civ., 18 déc. 2025, n° 24-15.747)

Jean Lefebvre

L'autorité parentale et la fin du « droit de correction »
(Cass. crim., 14 janv. 2026, n° 24-83.360)

Maroun Badr

DOCTRINE

LPA204d6 Étude empirique de la motivation enrichie : la citation des précédents dans les arrêts de la Cour de cassation de 2017 à 2024

PAGE 3

Ronan Pons

La réforme de la motivation enrichie vise à considérablement transformer la rédaction de certains arrêts rendus par la Cour de cassation, en particulier en augmentant les références à des précédents jurisprudentiels. Une fois les rapports officiels et les guides publiés, comment se matérialise cette réforme dans la pratique des juges ? L'étude propose une analyse de l'évolution de la pratique de la citation de précédents chez les juges sur près de 110 000 décisions.

LPA204e4 Le potentiel de l'interprétation à la lumière des articles 1^{er} et 2 de la Charte de l'environnement en matière de sanctions contractuelles

PAGE 11

Cyril Noblot

L'arrêt Dieselgate du 24 septembre 2025 a inauguré une nouvelle méthode d'interprétation, qui consiste à lire des dispositions de droit des contrats à la lumière des articles 1^{er} et 2 de la Charte de l'environnement. Dans une visée prospective, cette étude propose une sorte de cartographie générale des situations dans lesquelles cette méthode pourrait influencer sur le régime des sanctions contractuelles. Il est montré que l'instrumentalisation de ces dernières à des fins de protection de l'environnement pourrait tantôt favoriser l'application de la sanction contractuelle demandée, tantôt en empêcher la mise en œuvre.

LPA204e7 Projet de décret *RIVAGE* : virage vers le naufrage de la justice civile ?

PAGE 21

Pierre-Claver Kamgaing

*La justice civile française est soumise à une pression intense, en raison des réformes successives. Après plus d'une dizaine de décrets entrés en vigueur en 2025, le ministère de la Justice porte le projet de décret de « rationalisation des instances en voie d'appel pour en garantir l'efficacité » (*RIVAGE*). Ce projet, qui amorce un nouveau virage en matière de procédure civile, se décline en trois principaux axes : l'augmentation du taux de dernier ressort, la revalorisation du seuil de l'amiable, ainsi que le filtrage des appels. Ces mesures, dont l'efficacité suscite des doutes, visent en réalité à la restriction de l'accès aux juges de première instance et d'appel dans les litiges quotidiens.*

LPA204e6 Plaidoyer pour un retour des fondations philanthropiques locales privées

PAGE 25

Jean-François Quievry

Héritières de l'Ancien Droit, les fondations philanthropiques locales, nées de stipulations testamentaires et souvent dépourvues de la personnalité juridique, étaient encore très en vogue au XIX^e siècle. Elles se sont progressivement éteintes par l'effet des contestations judiciaires, alimentées par une doctrine civiliste réticente, jusqu'à disparaître du paysage avec l'entrée en vigueur de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987, qui réglemente drastiquement la constitution et le fonctionnement des fondations. La présente étude souhaite se pencher sur les conditions juridiques d'une résurrection de ces petits organismes de bienfaisance.

JURISPRUDENCE

LPA204d8 L'effet restitutoire de la réparation du préjudice causé par l'infraction pénale

PAGE 33

Armand Dadoun

*Cass. 1^{re} civ., 5 nov. 2025, n° 24-20.513 – Cass. 1^{re} civ., 5 nov. 2025, n° 24-22.303
Par deux arrêts en date du 5 novembre 2025, la Cour de cassation reconnaît explicitement que les dommages-intérêts prononcés par la juridiction pénale en réparation du préjudice causé par l'infraction peuvent avoir la même fonction que les restitutions consécutives à l'annulation du contrat.*

LPA204e0 Antigone en Lusitanie

PAGE 38

De l'étendue du devoir de conseil d'une société de pompes funèbres et de l'obligation y afférente de se renseigner sur l'usage concrètement envisagé du cercueil vendu

Quentin Le Pluard et Maxime Péron

Cass. 1^{re} civ., 3 déc. 2025, n° 24-19.602

Par une décision du 3 décembre 2025, la première chambre civile de la Cour de cassation a rappelé le devoir de conseil d'une société de pompes funèbres. Elle a, par cette décision, précisé l'obligation lui incombant de prouver qu'elle s'est effectivement renseignée sur l'usage envisagé par ses clients pour vérifier l'adéquation de celui-ci avec le cercueil vendu.

LPA204e3 L'absence d'effet de l'indignité successorale sur les droits découlant d'une donation de biens à venir consentie entre époux

PAGE 42

Pierre-Claver Kamgaing

Cass. 1^{re} civ., 10 déc. 2025, n° 23-19.975, P-B

La Cour de cassation rappelle que l'indignité successorale est une peine civile de nature personnelle et d'interprétation stricte. Par conséquent, son champ d'application ne peut être étendu au-delà des textes. Ainsi, l'indignité successorale n'emporte, pour le conjoint survivant frappé de cette sanction, que la privation de ses droits successoraux légaux et non des droits qu'il tient d'une donation de biens à venir consentie entre époux au cours du mariage. Cette donation est révocable pour cause d'ingratitude dans les conditions prévues par l'article 957 du Code civil.

LPA204e5 La modification d'office d'une demande d'instruction (art. 145 du Code de procédure civile)

PAGE 47

Jean Lefebvre

Cass. 3^e civ., 27 nov. 2025, n° 23-20.727

Le juge des référés saisi d'une demande d'instruction au visa de l'article 145 du Code de procédure civile peut d'office substituer une mesure d'expertise à une consultation. Cette substitution ne modifie pas l'objet du litige s'il estime souverainement que la consultation est insuffisante pour des investigations complexes.

LPA204e8 La force obligatoire du contrat d'assurance face au cessionnaire de créance

PAGE 51

Jean Lefebvre

Cass. 2^e civ., 18 déc. 2025, n° 24-15.747, B

Le cessionnaire d'une créance ne peut avoir de droits plus étendus que ceux du cédant et que l'assureur peut opposer au tiers invoquant le bénéfice du contrat les exceptions opposables au souscripteur.

LPA204e9 L'autorité parentale et la fin du « droit de correction »

PAGE 54

Maroun Badr

Cass. crim., 14 janv. 2026, n° 24-83.360

Par un arrêt rendu le 14 janvier 2026, la chambre criminelle de la Cour de cassation censure une cour d'appel ayant relaxé un père de famille au nom d'un prétendu « droit de correction ». La haute juridiction affirme avec force qu'un tel droit n'a aucun fondement, ni en droit interne, ni en droit international, consacrant ainsi l'interdiction absolue de toute violence physique ou psychologique commise à titre dit « éducatif ».

Pour soumettre un article à la rédaction, merci d'adresser votre fichier à l'adresse suivante :
celine.slobodansky@lextenso.fr



Doctrines · 19 Février 2026 · [Droits intellectuels](#)

Le droit de l'Union européenne applicable à des marques non traditionnelles, *Rev. Aff. Eur.*, 2025/2, p. 239-240

marque - signe - service - produit - enregistrement - droit des marques - cour de justice - registre - marque communautaire - parlement européen - entreprise - avocat - saveur singulière d'un aliment - reprise - saveur singulière - semelles rouges - régimes juridiques nationaux propres - régimes juridiques - régime procédural - régime...

[F. Picod](#)

Doctrines · 19 Février 2026 · [Droits intellectuels](#)

La protection incertaine des slogans publicitaires par le droit des marques, *Rev. Aff. Eur.*, 2025/2, p. 241-248

slogan - marque - service - produit - signe - caractère - message - enregistrement - directive - tion - expression - public - vice - exemple - slogans publicitaires - caractère distinctif - indication - slogan publicitaire - origine - droit des marques - exigence - public pertinent - fondement - faute - duit - bonheur - caractéristique -...

[P. Casanova - S. Havard Duclos](#)

Doctrines · 19 Février 2026 · [Droits intellectuels](#)

Les marques de position en droit de l'Union européenne : des signes distinctifs (pas) comme les autres, *Rev. Aff. Eur.*, 2025/2, p. 249-258

marque - signe - produit - marques de position - consommateur - modèle - tion - couleur - service - droits de propriété - interprétation - droits de propriété industrielle - représentation - critère - concurrence - public - dessin - intérêt général - marque de position - contour - signes distinctifs - perception - droit des marques...

[M. Mouncif Mougache](#)

Doctrines · 19 Février 2026 · [Droits intellectuels](#)

La conquête difficile des signes sensoriels par le droit des marques, *Rev. Aff. Eur.*, 2025/2, p. 259-269

marque - signe - odeur - exigence - enregistrement - représentation - dépôt - produit - tion - description - goût - critère - public - code de la propriété - mark - code de la propriété intellectuelle - autorité - signes olfactifs - exigence de représentation - déposant - représentation graphique - conquête difficile - directive -...

[E. Fortunet - M. Decoux](#)

Doctrines · 19 Février 2026 · [Droits intellectuels](#)

Les marques de couleurs dans le cadre du règlement sur la marque de l'Union européenne (RMUE), *Rev. Aff. Eur.*, 2025/2, p. 271-288

couleur - marque - signe - combinaison - produit - service - consommateur - mark - caractère - tion - origine - public - caractère distinctif - critère - enregistrement - combinaison de couleurs - exigence - propriété - marques de couleurs - combinaisons de couleurs - droit des marques - nuance - marques de couleurs dans le cadre - secteur...

[S. Martin](#)

Les marques sonores en sourdine, *Rev. Aff. Eur.*, 2025/2, p. 289-297

marque - signe - marques sonores - exigence - produit - service - caractère - représentation - directive - caractère distinctif - origine - représentation graphique - chambre de recours - jingle - note - critère - mark - public - marque sonore - classe - type - marques sonores en sourdine - combinaison - indication - catégorie - exigence...

 J. Delucenay

L'articulation renouvelée entre le droit de la concurrence et les libertés de circulation à l'épreuve du contentieux sportif européen (Conclusions de l'Avocat général N. Emiliou dans l'affaire RRC Sports, aff. C-209/23), *Rev. Aff. Eur.*, 2025/2, p. 301-314

avocat - libertés de circulation - droit de la concurrence - test - sports - matière - fédération internationale - restriction - objectif - exemption - critère - convergence - articulation - concurrence - circulation - titre du droit de la concurrence - cour de justice - agent - titre du droit - stade - justification - analyse - titre des...

 M. Vialle - K. Soligny

Affaires d'État : le contentieux interétatique fondé sur l'article 259 TFUE devant la Cour de justice, *Rev. Aff. Eur.*, 2025/2, p. 315-326

état - commission - recours en manquement - cour de justice - royaume - État membre - État requérant - phase - différend - avis motivé - États membres - affaire - caractère - soutien - contentieux - manquement - initiative - État défendeur - phase précontentieuse - fondement - contentieux interétatique - appui - intérêt général...

 D. Dero-Bugny

Responsabilité civile pour fausse information financière en Europe : la place centrale du juge, *Rev. Aff. Eur.*, 2025/2, p. 327-344

information - investisseur - responsabilité - marché - faute - régime spécial - présomption - responsabilité civile - prospectus - causalité - indemnisation - exigence - émetteur - négligence - altération - contentieux - omission - dispositif - marché secondaire - tribunal - place centrale - réparation - affaire - caractère -...

 J. Prorok

Les restrictions à la protection des salariés en cas de cession d'entreprise sous haute surveillance (CJUE, 3 avril 2025, AE e.a. c. BA e.a., aff. C-431/23, ECLI:EU:C:2025:232), *Rev. Aff. Eur.*, 2025/2, p. 347-351

cession - entreprise - procédure de faillite - directive - proposition de directive - liquidation - cour de justice - transfert - activité - procédure - insolvabilité - restriction - phase - analyse - proc - opération - maintien - société - objectif - mécanisme - procédure d'insolvabilité analogue - procédure d'insolvabilité -...

 M.-H. Monsérié-Bon

La suite de la jurisprudence Alchaster : libération conditionnelle et remise de la personne recherchée au Royaume-Uni (CJUE (gde. ch.), 3 avril 2025, Alchaster II, aff. C-743/24, ECLI:EU:C:2025:230), *Rev. Aff. Eur.*,

libération - infraction - charte - cour de justice - libération conditionnelle - royaume - charte des droits fondamentaux - homme - charte des droits - modification - risque - autorité judiciaire - licence - remise - release - garantie - imposition - juridiction de renvoi - phrase - autorité judiciaire d exécution - peine d emprisonnement...

A. Caiola

Doctrine · 19 Février 2026 · Droit européen

La citoyenneté de l'Union n'est pas à vendre... mais à quel prix ! (CJUE (gde ch.), 29 avril 2025, Commission européenne c. République de Malte, aff. C-181/23, ECLI:EU:C:2025:283), Rev. Aff. Eur., 2025/2, p. 363-371

état - citoyenneté - États membres - commission - État membre - programme - arrêt rapporté - cour de justice - fondement - conflit - statut de citoyen - investissement - perte - loyauté - lien - citoyen - investissements prédéterminés - critère - ressortissant - acquisition - objectif - commission européenne - commercialisation -...

J. Heymann

Doctrine · 19 Février 2026 · Concurrence – Droit européen

Le contrôle de la nécessaire cohérence de la loi fiscale comme limite à l'autonomie fiscale des États membres en matière de fiscalité directe (CJUE (gde ch.), 29 avril 2025, E. sp. z o.o. c. Prezydent Miasta Mielca, aff. C-453/23, ECLI:EU:C:2025:285), Rev. Aff. Eur., 2025/2, p. 373-389

exonération - commission - état - aide - entreprise - impôt - objectif - système - jurisprudence citée - État membre - cadre de référence - exonération fiscale - impôt foncier - avantage - activité - bénéficiaire - cohérence - société - principal - terrain - caractère - critère - caractéristique - catégorie - infrastructure...

D. Berlin

Doctrine · 19 Février 2026 · Marchés publics

Même un contrat irrégulier peut donner lieu à une modification légale d'une concession de services (CJUE (gde ch.), 29 avril 2025, Fastned Deutschland, aff. C-452/23, ECLI:EU:C:2025:284), Rev. Aff. Eur., 2025/2, p. 391-399

concession - pouvoir adjudicateur - considérant - concessionnaire - autorité - directive - contrat de concession - liberté - service - États membres - exploitation - flexibilité - cour de justice - contrat - objectif - risque - champ d application - interprétation - marché public - mission - contrat irrégulier - caractéristique - lieu...

K. Wauters

Doctrine · 19 Février 2026 · Droit européen

Rémunération des magistrats et « raison budgétaire » : quand l'article 19 TUE rencontre une nouvelle fois l'exigence d'assainissement des finances publiques (CJUE, 5 juin 2025, RL et al., aff. C-762/23, ECLI:EU:C:2025:400), Rev. Aff. Eur., 2025/2, p. 401-408

état - indépendance - rémunération - État de droit - indépendance des juges - États membres - suppression - champ - organisation de la justice - contexte - prim - suspension - affaire - modalité - risque - critère - indemnité - raison budgétaire - renvoi préjudiciel - caractère - atteinte - versement - réduction - rémunération...

J. Grangeon